Direction Générale Adjointe
Aménagement, Cadre de Vie et Patrimoine
☎ 02.38.79.58.00

ARRETE TEMPORAIRE N°2026-253
portant règlementation de la circulation et du stationnement
afin de permettre des travaux de ravalement de façade
rue Henri Pavard (RD520)

Le Vice-Président d'Orléans Métropole - Maire de la Ville de Saint Jean de la Ruelle,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 4ème partie – signalisation de prescription), approuvée par l'arrêté du 24 novembre 1967, modifié le 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie – signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté du 15 juillet 1974 modifié le 6 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU la demande en date du 16 novembre 2026 présentée par l'entreprise LES AMIS DU BATIMENT,

VU l'avis de la Direction des Infrastructures – Agence Territoriale du Département du Loiret du 25 novembre 2026,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures provisoires de stationnement et de circulation afin que ces travaux se déroulent dans les meilleures conditions de sécurité,

ARRETE

ARTICLE 1 : Entre le 30 novembre 2026 et le 4 décembre 2026, le pétitionnaire est autorisé à poser un échafaudage sur le domaine public rue Henri Pavard (RD520), le long du pignon de la propriété sise 9 impasse des Glycines.

ARTICLE 2 : Au cours de la période susmentionnée, la vitesse de tout type de véhicule sera limitée à 50 km/h rue Henri Pavard (RD520), sens Nord / Sud, section comprise entre la rue des Ecoles et la place Paul Bert.

ARTICLE 3 : Les signalisations règlementaires seront mises en place par le pétitionnaire pour être visibles de jour comme de nuit.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté, seront constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire prendra toutes précautions utiles pour assurer la sécurité des usagers pendant la durée du chantier.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions faites par le responsable Centre de travaux Orléans Nord de la Direction des infrastructures, Agence Territoriale d'Orléans comprenant notamment les éléments suivants :

- La zone d'intervention devra être correctement balisée pour les usagers :
  - Au droit du chantier : balisage réglementaire conforme au guide du chef de chantier de la voirie urbaine (schéma 3-01) ;
  - En amont de la zone d'intervention : panneaux dit « travailleur » (AK5) et « vitesse limité à 50 km/h » (B14);
- L'arrêté devra obligatoirement être affiché à proximité du chantier.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire sera responsable de la bonne tenue de propreté des voiries existantes. Un nettoyage devra être assuré à tout moment sur ordre de la Direction des Infrastructures du Département du Loiret.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux dont pourrait se prévaloir la commune.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale du Loiret,
- Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et des Secours du Loiret,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur de Keolis,
- Monsieur le Responsable du Pôle Territorial Nord-Ouest,
- Monsieur le Responsable de l'Agence Territoriale d'Orléans,
- Entreprise LES AMIS DU BATIMENT.

Fait à Saint Jean de la Ruelle, le 25 novembre 2026

Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
en charge de l'Aménagement, du Cadre de Vie et du Patrimoine

Fabien GUERIN

Le Vice-Président d'Orléans Métropole – Maire de la Ville de Saint Jean de la Ruelle,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Orléans par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr, et ce, dans le délai de deux mois à compter de sa publication,
- Informe que dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, que cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.